

Le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :
1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F
pli fermé : 80 F et 40 F

Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 335
LE NUMERO : 2 F 50
20 FB - 1 FS
17 au 30 avril 1981

Le cirque électoral bat son plein

A bas la politique bourgeoise Pour la politique révolutionnaire !

L'alternative n'est pas pour la classe ouvrière entre un président de droite ou un président de gauche, mais entre la politique bourgeoise et la soumission aux intérêts du capital ou la conquête de son indépendance de classe.

La grande force de la bourgeoisie, c'est de pouvoir cacher sa domination collective de classe, qui repose sur l'intimidation quotidienne et la violence de son armée, de sa police, de ses tribunaux et de sa bureaucratie d'Etat, derrière les disputes entre telle ou telle nuance de la politique bourgeoise. C'est de faire croire que le changement de clique au pouvoir, mettons les socialistes flanqués de leur allié turbulent et braillard, le PCF, à la place des giscardiens, permettrait de « changer de politique ».

En réalité, tous font la même politique bourgeoise. Il leur faut une France forte, c'est-à-dire une industrie agressive capable, dans le monde en crise, de piquer des marchés au voisin ; il leur faut une France plus forte, c'est-à-dire un impérialisme puissant, qui tienne bien entre ses serres les chasses gardées d'Afrique et veille à ce que l'Allemagne ne soit pas trop solide, et une armée pas trop minable, capable de marchander avec les supergrands les butins conquis dans le pillage des richesses produites par les prolétaires et les paysans pauvres du monde entier.

Naturellement les moyens ne sont pas

toujours les mêmes : ici, on privilégie tel ou tel groupe financier, là telle ou telle dépense budgétaire. Mais toutes ces politiques, dont la classe ouvrière devrait attendre la fin du chômage — c'est la même chanson dans tous les pays ! —, supposent en attendant un effort supplémentaire des sacrifices accrus !

La grande différence est que seule la gauche prétend pouvoir imposer à la classe ouvrière les sacrifices nécessaires en cherchant à la persuader de les consentir « dans son propre intérêt », tandis que la droite ne peut pas se le permettre. Mais comme on n'est pas trop sûr que ça marche, on renforce en attendant la police et tous les corps de répression, sous prétexte d'insécurité !

Mais, s'écrient les ex-gauchistes soixante-huitards incapables de concevoir la lutte prolétarienne, la gauche promet des concessions à la classe ouvrière : les 35 heures, le maintien du pouvoir d'achat, etc. Qu'on ne s'y trompe pas : elle les soumet à la bonne marche de l'économie nationale — en temps de crise ! — et ne les cédera que si elle y est contrainte et forcée par une forte poussée de lutte. De

plus, elle accompagne ces concessions de mesures de division des travailleurs, français et immigrés, travailleurs permanents et hors statuts, etc., qui enchaîneraient encore plus la classe.

En réalité, la seule manière d'obtenir ces concessions, c'est de ne pas se laisser bercer par la musique électorale, et de

DANS CE NUMERO

- Pologne : compromis à sens unique
- Espagne : le militarisme, condition de la démocratie
- Une leçon de la Commune de Paris
- Le PCF, parti de l'effort et de l'austérité
- La crise du capitalisme et la fin des équilibres
- Solidarité de classe contre la répression

lutter pied à pied et sans attendre contre l'austérité capitaliste, contre la violence et la répression bourgeoises, pour l'organisation de la classe indépendamment de l'Etat et des appareils réformistes, contre l'impérialisme (le sien avant tout) et les préparatifs de guerre, pour l'union internationale de la classe ouvrière.

Pour mener cette lutte à bien et ouvrir la perspective révolutionnaire, il faut que

(suite page 2)

Emeutes à Londres :

Classe laborieuse classe dangereuse !

Ce n'est pas la première fois que la population des quartiers déshérités des grandes banlieues ouvrières s'en prend à la police ces derniers temps, à Bristol ou à Miami, à Londres ou à Paris. La misère devient insupportable, le chômage monte en flèche.

Sous prétexte de délinquance, la police est partout : chaparder une chemise pour un jeune chômeur est un crime. Escroquer des milliers de personnes et licencier des milliers de travailleurs, pour un bourgeois en faillite, est une opération élégante et sportive protégée par la loi !

Sous prétexte de situation irrégulière de travailleurs frappés par le contrôle de l'immigration, la police, éduquée dans l'esprit de supériorité raciale par une longue tradition coloniale, fait des rafles et commet des exactions quotidiennes.

Les émeutes de Brixton ont été particulièrement violentes ; la jeunesse prolétarienne de cette banlieue de Londres, exaspérée par plusieurs journées de perquisitions, d'arrestations par les Special Patrol Group, les brigades d'intervention britanniques, s'est soulevée. L'interpellation d'un jeune « suspect » a mis le feu aux poudres.

Dans cette banlieue où habitent 29 % de Jamaïcains, naturellement les prolétaires noirs sont les plus combattifs, mais ils ont entraîné aussi les autres nationalités et de jeunes Anglais dans la lutte contre la police. Sous la forme en partie raciale de l'affrontement, c'est bien une révolte prolétarienne authentique !

Une nuit d'émeutes samedi et une centaine d'arrestations parmi les courageux rebelles. Mais la police a eu davantage de blessés encore. Une seconde nuit d'émeutes tout aussi violentes, malgré l'isolement total du quartier par des milliers de policiers.

(Suite page 4.)

Pologne

Compromis à sens unique

Il y a deux mois, en prenant ses fonctions, le nouveau premier ministre polonais avait demandé aux travailleurs de mettre un frein à leurs revendications et de n'avoir recours à aucune grève pendant une période de trois mois pour, disait-il, lui permettre de « mettre de l'ordre » dans l'économie du pays. Les dirigeants modérés de *Solidarité* avaient bien sûr accepté cette trêve ; ils ont mis tout leur poids dans la balance — on l'a vu au moment de la grève générale — pour suspendre toute action d'envergure.

Naturellement cette trêve est à sens unique. Que vient en effet d'annoncer le premier ministre ? Qu'en raison de la situation économique il fallait prévoir de nouvelles mesures d'économies et d'austérité. Que le rationnement va être étendu à toute une série de nouveaux produits. Qu'il va demander aux syndicats d'accepter le gel des salaires jusqu'à la fin de l'année. Que la réduction et la concentration des investissements — en clair : les nécessités de la restructuration — entraîneront la fermeture de certaines entreprises et la « nécessité de recycler le personnel » (on sait ce que cela veut dire), bref que les travailleurs doivent se serrer encore plus la ceinture, faire de nouveaux sacrifices et renoncer à se défendre. D'ailleurs puisqu'ils ne veulent pas renoncer volontairement et que les dirigeants collaborationnistes de *Solidarité* n'arrivent pas à modérer la base, le pouvoir utilise la manière forte. Après Bydgoszcz, le premier ministre vient de demander à la Diète de voter l'interdiction de la grève pendant deux mois. Il a bien sûr expliqué que cette interdiction de la grève était dans l'intérêt de tous, travailleurs compris !

D'un côté un faux pouvoir socialiste qui impose l'austérité par la persuasion ou par la force, de l'autre des prolétaires qui défendent leurs conditions de vie et de travail avec courage et un sens de leur intérêt de classe qui est un exemple pour leurs frères de classe de tous les pays. Vive la lutte des travailleurs polonais !

En Espagne, le militarisme condition de la démocratie

Si la démocratie s'est opposée au coup d'Etat avorté qui proposait la militarisation du pays, l'écrasement du terrorisme et de toute lutte sociale, ce n'est pas pour s'opposer à Tejero et Cie sur le plan des principes, mais bien parce que, ces principes, elle les a déjà elle-même appliqués depuis le début sous

Le fascisme avait imposé la centralisation politique de la bourgeoisie, mais la démocratie fascisante fait de même. Toutes les forces parlementaires, soudées autour des principes sacrés de la défense de l'Ordre, des institutions, de l'économie capitaliste se sont levées comme un seul homme pour défendre les mêmes objectifs que Tejero : emploi de « tous les moyens à notre disposition contre le terrorisme » (Parti National Basque) ; « le sang, la sueur et les larmes » des masses pour obtenir le maintien du régime et le « renforcement et l'autorité » de l'Etat (PSOE) ; des « moyens de lutte efficaces » contre le terrorisme et l'agitation sociale (Nationalistes catalans) ; un « pacte entre toutes les forces politiques » pour sortir le pays de la crise, renforcer l'Etat, et « combattre à fond, de toutes nos forces, le terrorisme » (PCE) ; un « gouvernement fort » avec une large base parlementaire « qui donne aux militaires l'assurance que les choses seront faites sérieusement » et qui fasse comprendre aux syndicats (au cas où ils n'auraient pas encore compris !) qu'il va falloir « se serrer la ceinture » (Acción Popular). La manifestation d'Unité Nationale du 27 février a été l'expression politique de cette mobilisation sur une grande échelle de la démocratie contre toute forme de lutte de classe.

Ce que ne comprennent pas les partisans du coup d'Etat, c'est que la démocratie est

capable de donner une couverture et un appui actif et « populaire » à la militarisation croissante du pays en fonction des différentes exigences de la stratégie antiprolétarienne. Ce que ne comprennent pas les nostalgiques du fascisme, c'est qu'un Etat parlementaire a beaucoup plus de ressorts politiques et sociaux pour la mobilisation en vue de la défense de l'Ordre bourgeois et de son économie qu'un régime militaire ouvert. La démocratie, blindée, de plus en plus totalitaire d'ailleurs, c'est la voie idéale pour la militarisation de l'Etat et de la société.

La victoire, au cours de la deuxième guerre mondiale, des régimes parlementaires sur les Etats fascistes n'a pas marqué pour notre parti un recul du totalitarisme bourgeois, les vaincus léguant leurs principes programmatiques aux vainqueurs. Le parti unique fasciste a disparu, certes, mais toutes les formations parlementaires ont adopté un programme identique dans ses lignes générales, ce qui donne, dans des conditions « normales », les avantages du fascisme sans ses inconvénients, puisque les masses opprimées ont l'illusion d'un changement possible à l'intérieur des structures politiques de l'Etat en place.

Le cours toujours plus catastrophique du capitalisme ne peut qu'ébranler ce monolithisme démocratique (on n'a jamais autant parlé de la « crise » dans les partis et syndicats officiels, de la « crise », du consensus,

etc.) et la démocratie elle-même a besoin de la violence d'Etat, ou de sa menace, pour se faire rappeler qu'elle ne peut exister que si elle est capable d'apporter une caution et un renforcement à la politique unitaire bourgeoise.

Ainsi, tous les partis parlementaires, ou bien ont fait leur « mea culpa » (le PNV opère un « virage déchirant » pour appuyer la militarisation d'Euskadi) ou bien se sont agités hystériquement (PCE, PSOE, AP) pour rétablir un « Pacte de Gouvernement ». Surtout, il a suffi qu'une seule force politique, bénéficiant d'un appui populaire, refuse de s'intégrer dans ce monolithisme politique (c'est le cas de Herri Batasuna, à cause de son indépendantisme) pour que l'Etat, avec l'appui de tous, y trouve le prétexte pour militariser le régime.

Nous disons prétexte parce que le terrorisme de l'ETA ne peut pas être la raison profonde de cette offensive. Ces dernières années, le terrorisme a fait par exemple davantage de victimes en Italie qu'en Espagne, et pourtant, la bourgeoisie italienne n'a pas besoin de pousser si loin l'intimidation sur une grande échelle des masses. Ce qui fait peur à la bourgeoisie, c'est qu'elle ne

(1) Voir *Le Prolétaire* n° 276 du 4 au 17 nov. 1978.

(Suite page 4.)

Pour la politique révolutionnaire

(suite de la page 1)

les prolétaires conscients contribuent à forger le parti mondial de la révolution communiste, contre toutes les forces coalisées de la société bourgeoise et tous ses partis.

Mais, ergote notre ex-gauchiste soixante-huitard, plus prompt à trouver des arguments qu'à organiser la lutte, admettons que la gauche appellera les ouvriers aux sacrifices; mais comme les ouvriers croient — un peu — en elle, son succès entraînerait une vague de luttes qui l'amènerait à se démasquer et à favoriser ainsi la révolution. Justement, si la gauche se démasquait, il faudrait, pour en récolter les fruits et donner confiance aux travailleurs en l'issue révolutionnaire, un parti qui ait toujours combattu en toute occasion la voie parlementaire, électorale et réformiste, et donc qui combatte d'avance une « expérience de gauche ».

On ne fait pas la politique révolutionnaire en s'appuyant sur les illusions par lesquelles les réformistes enlissent depuis de longues années la classe ouvrière dans le marais de la politique bourgeoise. On fait la politique révolutionnaire en s'appuyant sur les besoins réels de la classe, pour l'organiser contre la classe capitaliste et son Etat.

On ne fait pas la politique révolutionnaire en lui faisant attendre que l'adversaire lui prépare gentiment les conditions d'une victoire propre, facile et sans douleur, mais en lui donnant confiance dans sa propre force, en lui apprenant à ne compter que sur l'union de ses rangs, sur sa combativité, sa détermination, son énergie dans la lutte.

On ne fait pas la politique révolutionnaire en éduquant la classe à choisir le moindre mal en régime bourgeois, mais en l'aidant à comprendre que tous les gouvernements bourgeois sont les pires, que ses intérêts ne pourront commencer à être satisfaits que par la destruction violente de l'Etat capitaliste et l'instauration de sa dictature de classe.

On fait la politique révolutionnaire et communiste en combattant les orgies électorales et parlementaires et en consacrant toutes ses énergies à la préparation ouverte et directe de la classe ouvrière et de son arme indispensable, le parti de classe international, le parti de la révolution communiste.

Le PCF, parti de l'effort et de l'austérité

Dans cette campagne électorale, le PC a la partie belle. Exploitant à fond les convergences évidentes entre Mitterrand et Giscard d'une part, Mitterrand et Chirac d'autre part, il se présente comme le seul défenseur des travailleurs. Pour que ceux-ci puissent faire aboutir leurs revendications, explique-t-il, il faut que le PC soit au gouvernement. D'autre part, il faut que les travailleurs luttent — avec lui et sous sa direction — pour que les revendications aboutissent. Autrement dit sa politique est conforme aux intérêts des travailleurs. Nous disons nous le contraire. Cette politique-là sert les intérêts de la bourgeoisie. Pour se défendre et s'émanciper la classe ouvrière doit combattre la politique du PC.

De 1944 à 1947 alors qu'il était au gouvernement, le PC a lancé la « bataille de la production » et demandé des efforts inouïs aux prolétaires pour « reconstruire le pays » et aux masses exploitées des colonies de se sacrifier pour l'« indépendance de la France », massacres de Sétif et Constantine, bombardement de Hanoi et répression sanglante à Madagascar aidant.

Au cours de cette période où les « camarades » étaient « ministres », le PC a appelé les travailleurs à « retrousser leurs manches », il a fait de la production « la forme la plus élevée » du devoir de classe, il a mis en garde les travailleurs contre la grève devenue « l'arme des trusts ». Or c'est dans ces années-là que, comme l'écrit la très officielle *Histoire du Parti Communiste français*, la classe ouvrière « qui joue le rôle décisif dans la bataille de la production, voit son niveau de vie baisser » (1).

Bien sûr il y a eu les nationalisations, les comités d'entreprise et la Sécurité sociale. Les premières allaient dans le sens du renforcement de l'appareil de production, les comités d'entreprise étaient créés « pour associer les ouvriers à l'effort de production » (2), et la Sécurité sociale était destinée à faire passer la pilule.

En 1944, le PC appelait la classe ouvrière à mobiliser ses forces pour assurer la remise en marche de l'économie « dont dépend son avenir » (3). En 1981, le programme n'a pas changé. Le PC appelle à renforcer le capitalisme, à faire de la France un pays fort, à arrêter son déclin et amorcer le « renouveau ».

Les promesses sociales du PC sont certes alléchantes : 35 heures sans diminution de salaire, retraite à 60 ans, 5^e semaine de

congés payés, création de 3.500.000 emplois en 7 ans, etc. Mais pourquoi le PC se gênerait-il? Il n'ira pas au gouvernement et ne risque pas d'être pris au mot. Il se donne à bon compte des allures de défenseur des travailleurs et fait de la surenchère par rapport à son compère socialiste. D'autre part, il dit qu'il appuiera les luttes dans la fameuse période de l'« état de grâce ». Or il n'a jamais lutté : pourquoi commencerait-il maintenant?

En juin 1936 alors que le PS était déjà au gouvernement il a appelé à l'arrêt des grèves! En 1968 c'était la droite qui était au gouvernement : PC et CGT ont engouffré le mouvement social dans les accords de Grenelle dont les travailleurs ne savent plus — et pour cause — ce qu'ils leur ont apporté de durable!

Le PC c'est « demain on lutte ». En 1981 le PC luttera, surtout si Mitterrand passe (et s'il ne passe pas?) mais en 1980 le nombre de journées de grève a baissé par rapport à l'année précédente. Chaque fois que les travailleurs lancent une grève, l'opportuniste la sabote. Chaque fois que la tension monte, il casse le mouvement en faisant des grèves de 24 h, des grèves tournantes, des grèves exutoires, des grèves-bidon. Pourquoi changerait-il?

En fait le PC c'est l'austérité. Son programme c'est le renforcement et la défense du capitalisme français. Son seul programme c'est la défense de l'intérêt national, de l'économie nationale, du potentiel national. Naturellement de ce renforcement du capitalisme doit découler une amélioration du sort des travailleurs. Mais ce qui est déjà aléatoire en période d'expansion est tout simplement impossible en période de crise. Et le PC n'est pas dupe. Il annonce même la couleur : l'austérité est inévitable. A propos du mot d'ordre « produire français », A. Le Pors écrivait dans l'*Humanité* du 29 septembre dernier que c'était là « un défi à ceux qui prônent le renoncement devant l'effort. Les communistes, ajoutait-il, ne sont pas des productivistes inconditionnels, mais dans le passé, chaque fois qu'il a fallu « retrousser les manches », ils l'ont fait et ils ont appelé à le faire ».

Le 15 février 1946, dans un discours à la Chambre, Duclos expliquait à ceux qui auraient pu encore avoir quelque doute, que la politique du PC c'est la collaboration de classe et l'alignement sur les forces bourgeoises contre les prolétaires. « M. le minis-

tre de l'Economie nationale et des Finances, disait Duclos, a eu raison de souligner devant nous les difficultés financières que rencontre notre pays, difficultés qu'il nous faut surmonter à tout prix. On demande à l'Assemblée de faire preuve de courage et de prendre des décisions qui, certes, n'enchangent personne mais découlent de dures et implacables nécessités. J'ai à peine besoin de vous dire, mesdames et messieurs, que ces décisions nous sommes résolus à les prendre avec le gouvernement [...]

La France, il faut le dire et le répéter, ne peut pas se relever sans l'effort enthousiaste et passionné de tout son peuple. Nous l'avons compris. Les appels à la production lancés hier par M. le ministre (socialiste, NdR) nous sont familiers. Il y a de longs mois déjà que notre secrétaire général Maurice Thorez lançait des appels répétés à la production et, lorsque certains nous ont dit : « Vous nous appelez à produire, mais pour quoi? pour les capitalistes? », nous ne nous sommes pas laissés arrêter par cette critique qui voulait être de « gauche » contre notre politique. Nous avons répondu : « C'est vrai. Nous sommes en régime capitaliste. Mais il faut sauver la France, la relever, si les ouvriers français ne veulent pas être demain un peuple soumis et esclave. Par conséquent l'intérêt de classe se confond avec l'intérêt national » (4).

Et l'intérêt de classe se confondait si bien avec l'intérêt national que pendant que la production augmentait (celle de charbon, par exemple, passait de 2,7 millions de tonnes par mois en juillet 1945 à 3,5 millions de tonnes en décembre de la même année, soit une augmentation de 60% sur un an), la ration journalière de pain, elle, diminuait (350 g par jour à la fin de la guerre, 300 g par jour de décembre 1945 à mai 1947)!

La politique du PC la voilà : les sacrifices pour les prolétaires, le renoncement à la lutte, l'acceptation du capitalisme, la trahison permanente des intérêts du prolétariat. Les prolétaires doivent combattre cette politique pour se défendre et desserrer l'étau dans lequel essaient de l'enfermer toutes les forces contre-révolutionnaires.

(1) Histoire du PCF, Editions sociales, Paris, 1964, p. 495.

(2) Idem, p. 448.

(3) Idem, p. 442.

(4) J. Duclos, Mémoires, tome IV, Fayard, Paris, 1971, pp. 83-86.

Correspondance

Polypack à Château-du-Loir : la logique du patriotisme d'entreprise

L'entreprise Polypack à Château-du-Loir (emballages) menaçait, au début de l'année, de fermer ses portes. Elle rencontre les problèmes de financement communs aux petites entreprises, sa trésorerie lui permet difficilement d'attendre les règlements de ses clients à l'étranger. Le patron « de gauche » de Polypack a trouvé une solution : enrôler ses 75 ouvriers dans la défense de l'entreprise. Il les a d'abord fortement encouragés à investir dans l'entreprise, pour grossir son capital, et se hisser au niveau financier exigé pour les demandes de crédit. Il les a ensuite entraînés, toujours au nom de la défense de l'emploi, à occuper la mairie de Château-du-Loir, non pas pour exiger des moyens d'existence pour eux, mais pour obtenir des crédits à l'exportation pour l'entreprise.

L'affaire devenant un peu voyante, l'UD-CGT a voulu se blanchir en désavouant après coup le délégué CGT de Polypack, accusé d'avoir fait pression sur les ouvriers pour leur soutirer leur contribution « volontaire » à la trésorerie de l'entreprise. Mais l'union sacrée derrière le patron à Polypack n'est-elle pas l'application parfaite de la politique

collaborationniste de défense de l'entreprise, de l'intérêt national, qui est constante de la part de la CGT, que ce soit à Manufrance, dans l'automobile ou les mines des Cévennes? Et l'UD-CGT elle-même n'avait-elle pas écrit au préfet le 23 janvier pour soutenir la demande de crédit « en soulignant à nouveau la viabilité de l'entreprise », en bonne gestionnaire responsable?

Dans la guerre entre petits et grands requins capitalistes, les travailleurs se feront forcément manger de tous les côtés s'ils acceptent de sacrifier la défense indépendante de leurs intérêts propres à la défense de « leur » capitaliste. Sans compter la division ainsi renforcée entre les travailleurs des différentes entreprises, opposées entre elles par la concurrence. Que les travailleurs se défendent eux-mêmes, et unis : devant cette force, les patrons sauront bien eux-mêmes, s'ils se sentent pris à la gorge, trouver les solutions techniques et financières, au moins provisoirement, puisque aucun résultat définitif ne peut garantir, dans ce régime, la sécurité des travailleurs.

La femme et le communisme

« [Les communistes] attachent une attention particulière à la lutte et à l'organisation des catégories les plus exploitées de la classe ouvrière, comme les femmes prolétaires ou la jeunesse, en combattant toute idée d'autonomie des luttes de la femme en général ou de la jeunesse en général, mais en liant le plus possible ces luttes à la lutte d'ensemble de la classe ouvrière.

La classe ouvrière a intérêt à lutter de la façon la plus résolue non seulement pour l'égalité juridique de la femme prolétaire, le droit complet au divorce, à la contraception et à l'avortement libres et gratuits, mais également contre toute discrimination économique ou de statut dans le travail, pour la généralisation des crèches et des garderies et leur gratuité, la protection de la maternité, etc. »

« L'accomplissement collectif de toutes

les tâches qui vouent aujourd'hui la moitié féminine de l'humanité à l'esclavage domestique, au ménage privé et à l'éducation artisanale des enfants, et que le capitalisme maintient pour masquer le chômage et déprimer le salaire ouvrier, permettra aussi la pleine participation à la vie sociale. Avec l'élimination de l'infériorité sociale de la femme disparaîtra aussi son oppression sexuelle dans le mariage bourgeois, forme la plus commune de prostitution ».

« Une fois brisées les chaînes de la famille monogamique moderne, sanctionnée par la loi et la religion, la société pourra connaître l'union vraiment libre des couples, l'entente vraiment affective des générations, l'amour vraiment désintéressé des enfants dans la grande famille sociale de l'humanité ».

— Manifeste du PCI - 1981 - Extraits.

Une leçon de la Commune de Paris

Le besoin du parti centralisé de l'action révolutionnaire

Il y a 110 ans, le 18 mars, le prolétariat lançait son premier « assaut au ciel ». Pendant 71 jours, le pouvoir échappa à la bourgeoisie qui le reconquit grâce à un cannibalisme sans précédent. C'est dans le sacrifice héroïque des ouvriers parisiens que la classe prolétarienne mondiale a conquis les armes de son émancipation révolutionnaire.

La Commune de Paris démontrait que la conquête du pouvoir par le prolétariat exigeait la destruction de la vieille machine d'Etat et la mise en place d'un nouvel Etat de classe, la dictature du prolétariat. Mais cette dictature a besoin d'être tenue par une main de fer, le parti fortement centralisé. C'est ce qui manqua à la Commune de Paris. C'est ce parti qui donneront les bolchéviks au prolétariat russe qui, après la conquête grandiose d'Octobre, put tenir plus de sept années au pouvoir.

Voilà en particulier ce qu'explique Trotsky en 1921 dans un article magnifique intitulé Les leçons de la Commune, dont nous publions ici des extraits :

Le parti ouvrier — le vrai — n'est pas une machine à manœuvres parlementaires, c'est l'expérience accumulée et organisée du prolétariat. C'est seulement à l'aide du parti, qui s'appuie sur toute l'histoire de son passé, qui prévoit théoriquement les voies du développement, toutes ses étapes et en extrait la formule de l'action nécessaire, que le prolétariat se libère de la nécessité de recommencer toujours son histoire : ses hésitations, son manque de décision, ses erreurs.

Le prolétariat de Paris n'avait pas un tel parti. Les socialistes bourgeois, dont fourmillait la Commune, levaient les yeux au ciel, attendaient un miracle ou bien une parole prophétique, hésitaient et pendant ce temps-là, les masses tâtonnaient, perdaient la tête à cause de l'indécision des uns et de la fantaisie des autres. Le résultat fut que la Révolution éclata au milieu d'elles, trop tard, Paris était encerclé. Six mois s'écouleront avant que le prolétariat eût rétabli dans sa mémoire les leçons des révolutions passées, des combats d'autrefois, des trahisons réitérées de la démocratie, et s'emparât du pouvoir. [...]

L'hostilité à l'organisation centraliste — héritage du localisme et de l'autonomisme

petit-bourgeois — est sans doute le côté faible d'une certaine fraction du prolétariat français. L'autonomie des sections, des arrondissements, des bataillons, des villes, est pour certains révolutionnaires la garantie supérieure de la vraie activité et de l'indépendance individuelle. Mais c'est là une grande erreur, qui a coûté bien cher au prolétariat français.

Sous forme de « lutte contre le centralisme despotique » et contre la discipline « étouffante » se livre une lutte pour la propre conservation des divers groupes et sous-groupes de la classe ouvrière, pour leurs petits intérêts, avec leurs petits leaders d'arrondissement et leurs oracles locaux. [...]

Le parti ne crée pas la révolution à son gré, il ne choisit pas à sa guise le moment pour s'emparer du pouvoir, mais il intervient activement dans les événements, pénètre à chaque instant l'état d'esprit des masses révolutionnaires et évalue la force de résistance de l'ennemi, et détermine ainsi le moment le plus favorable à l'action décisive. C'est le côté le plus difficile de sa tâche. Le parti n'a pas de décision valable pour tous les cas. Il faut une théorie juste, une liaison étroite avec les masses, la compréhension de la situation, un coup d'œil révolutionnaire, une grande décision. Plus un parti révolutionnaire pénètre profondément dans tous les domaines de la lutte prolétarienne, plus il est uni par l'unité du but et par celle de la discipline, plus vite et mieux peut-il arriver à résoudre sa tâche.

La difficulté consiste à lier étroitement cette organisation de parti centralisée, soudée intérieurement par une discipline de fer, avec le mouvement des masses avec ses flux et reflux. La conquête du pouvoir ne peut être atteinte qu'à condition d'une puissante pression révolutionnaire des masses travailleuses. Mais, dans cet acte, l'élément de préparation est tout à fait inévitable. Et mieux le parti comprendra la conjoncture et le moment, mieux les bases de résistance seront préparées, mieux les forces et les rôles seront répartis, plus sûr sera le succès, moins de victimes coûtera-t-il. La corrélation d'une action soigneusement préparée et du mouvement de masse est la tâche politico-stratégique de la prise du pouvoir.

La fin des équilibres

La crise de la société bourgeoise n'apparaît pas seulement à travers les statistiques économiques, même les plus sombres. Elle n'apparaît pas non plus seulement à travers l'insécurité croissante dans laquelle vivent surtout les prolétaires : insécurité dans l'emploi, la santé, le logement, le pouvoir d'achat, la retraite, les droits sociaux — présentés naguère comme des acquis ; insécurité même en ce qui concerne les aliments qu'on mange, l'eau qu'on boit, l'air que l'on respire, etc. La crise apparaît à travers l'instabilité générale, la rupture de tous les équilibres, la naissance à tout instant de nouveaux foyers de tension à l'intérieur des Etats et de nouvelles tensions dans les rapports entre les Etats.

C'est à cause de l'effondrement de tout ce qui apparaissait (ou plutôt qu'on faisait apparaître) comme des certitudes fondées, que toutes les prévisions économiques font chou blanc, que l'aiguille des sismographes des instituts de statistiques s'affole, que les plans élaborés par les ministres chargés de la « planification » (y compris dans les pays dits « socialistes ») se cassent la figure.

C'est pour cette raison que nous avons le droit de dire, nous marxistes, qui sommes l'expression des classes dominées mais non vaincues, que le capitalisme est historiquement déjà en putréfaction, et que s'il reste debout c'est uniquement grâce à (mais non par la volonté de) ses fossoyeurs.

Engels disait des « grands hommes » que quand on en a besoin, on n'a pas de mal à en trouver. On peut en dire autant de tous ceux qui, sans avoir aucun titre pour « entrer dans l'histoire », en ont cependant déjà suffisamment pour caractériser toute une époque... Ce n'est certainement pas le petit M. Ronald Reagan qui a réalisé (ou, encore mieux, décidé) le tournant actuel dans les relations internationales. C'est l'instabilité croissante de la vie collective, et donc des rapports inter-impérialistes, et avant tout du marché mondial, qui a cherché et trouvé l'homme qu'il lui fallait en la personne de l'acteur d'Hollywood qui a succédé au marchand de cacahuètes de Plains.

C'est cette instabilité générale qui provoque en Amérique latine ou en Afrique, en Asie ou à la périphérie de l'Europe (et pas très loin, en Turquie, en Espagne) une kyrielle des coups d'Etat manqués, réussis, recommencés, ratés et de nouveau réussis. C'est cette instabilité qui divise les majorités parlementaires. Qui multiplie au sein même des

partis de gouvernement des « opposants ». Qui divise même les oppositions. Qui fait naître l'inquiétude des classes dominantes et, par conséquent, périodiquement, l'idée qu'il faut faire appel à un homme fort, à un technicien, à quelqu'un de compétent. Quelqu'un qui devrait, au minimum, réglementer l'exercice du droit de grève, assurer l'ordre (en protégeant bien entendu la liberté), diminuer les coûts de production, restructurer l'économie et donc rendre la main-d'œuvre mobile, taillable et corvéable à merci, faire la chasse aux absentéistes, aux « marginaux », aux « voyous » et, bien entendu, aux subversifs.

C'est pour cela que là où les hommes, où les dames de fer, ne suffisent pas, apparaissent les militaires, par définition sans sexe et bardés d'acier, et qui soit prennent le pouvoir comme en Turquie soit sont candidats pour l'exercer plus tard, le moment venu, et qui, pour l'instant, se présentent comme des philosophes convaincus de la nécessité des « réformes ».

Ce sont les mêmes forces et les mêmes déterminations matérielles qui se manifestent dans la course aux armements (dont les discours et les conférences sur le désarmement ne sont que le pendant nécessaire). Ce sont elles qui se manifestent dans l'explosion de guerres qui ne sont plus tout à fait locales. Ce sont elles qui expliquent l'intervention directe ou indirecte, déclarée ou masquée, dans les fameuses et, évidemment intangibles, « affaires intérieures » des Etats — qu'il s'agisse de l'Afghanistan et que cette intervention se fasse à coups de tanks et d'avions, ou du Salvador et qu'elle se fasse à coups de dollars, de « techniciens » et d'aide militaire aux bouchers locaux. Ce sont ces forces et ces déterminations qui expliquent la prolifération des bases aériennes ou navales pour la protection, soit du « monde libre », soit de la « communauté socialiste ». Elles qui expliquent la chasse aux nouveaux alliés (l'Arabie Saoudite pour les Etats-Unis, fût-ce au détriment d'Israël ou même de l'Egypte ; la Syrie pour la Russie au détriment de l'Irak ; l'Ethiopie contre la Somalie et ainsi de suite). Ce sont elles qui expliquent l'aggravation de la guerre commerciale et monétaire, non pas tant entre « ennemis héréditaires » (ceux-là font du commerce allégrement) mais entre les alliés et les amis, le Japon contre la CEE, le dollar contre le mark, une partie de l'Europe verte contre l'autre, et même les USA contre le Canada...

Parallèlement ce sont les mêmes forces et les mêmes déterminations matérielles qui font du Vieux Continent, stupidement fier d'un prestige pas mal entamé sur le marché des valeurs bourgeoises, l'objet soit de l'attention des super-puissances, l'une étant soucieuse de l'avoir comme alliée, l'autre ayant besoin de sa neutralité — soit de leurs marchandages. Ce sont elles qui créent peu à peu les prémisses de possibles changements dans le futur alignement des forces au moment même où, provoquant la tension dans les rapports politiques, elles rendent fluides les relations diplomatiques.

Est-ce que cela signifie que nous soyons au seuil de la guerre mondiale impérialiste ? Il serait simpliste de l'affirmer. Mais ce qui est là devant nous c'est déjà une **déstabilisation générale et permanente**, la fin peu glorieuse des « valeurs » anciennes, l'effondrement des principes « éternels ». Mais c'est aussi de ce terrain-là que jaillissent — devant la classe exploiteuse horrifiée — les étincelles de la guerre de classe. C'est là le terrain que les révolutionnaires sont appelés à labourer au plus tôt avant que ne se déclenche la guerre proprement dite.

Les bourgeois s'interrogent : que deviendront les alliances actuelles ? Que fera l'Europe, et en particulier l'Allemagne, vis-à-vis des deux colosses impérialistes de l'Ouest et de l'Est ? Qu'en sera-t-il des satellites des Etats-Unis en Amérique latine, de ceux de l'URSS en Europe et en Asie ? Que fera demain un Japon réarmé, et que feront les jeunes Etats africains ou les Etats du Moyen-Orient en train de s'armer rapidement ? Nous, nous regardons les choses avec une tout autre optique. Nous attendons du prolongement et de l'aggravation de l'instabilité, de l'insécurité, des tensions internes du monde capitaliste, l'apparition des forces sociales historiquement antagonistes, non plus seulement à la périphérie du monde bourgeois mais au cœur même du monde bourgeois et, dans la mesure de toutes nos forces, nous travaillons pour que soit plus claire la voie de la reprise, plus net le but à atteindre et plus organisée, programmatiquement et pratiquement, la marche pour y arriver.

Nous ne sommes pas à la veille de la guerre ou de la révolution. Mais c'est à cela qu'il faut penser — ou qu'il faut « rêver », comme disait Lénine en 1901. C'est dans cette perspective que l'histoire nous demande d'agir.

Solidarité avec les luttes des travailleurs sénégalais

Le Sénégal est un des joyaux de la couronne de l'impérialisme français. Le pillage du pays a été tel que les sols épuisés par la culture arachidière laissent la place au désert. On ne peut plus se nourrir. La crise internationale y a des effets désastreux.

Le pouvoir d'achat du Smig a baissé de moitié à Dakar de 72 à 79. Et, selon *Afrique actuelle*, n° 103 de mars 80, « le Sénégal est entré dans une période d'austérité qui durera au moins dix ans, prévoient en définitive les experts du FMI ». Pas étonnant, endetté jusqu'au cou, le pays est tombé dans les griffes du FMI, et on sait ce que cela veut dire. Il suffit de voir ce qui s'est passé en Egypte, au Pérou, en Turquie ou ailleurs.

Pour faire des économies donc, on dégraisse, on liquide carrément tout ce qui est jugé insuffisamment rentable. C'est le cas de l'ONCAD (Office national de coopération et d'assistance et de développement) dont la dissolution a été décidée le 31 octobre dernier.

Cet organisme avait un rôle particulièrement important dans la production et la commercialisation des produits agricoles, surtout pour les arachides, ressource principale du Sénégal. Le budget de l'ONCAD s'élevait à 100 milliards de francs CFA (2 milliards de FF), cette société employait 4.500 personnes et encadrait 1.600 coopératives. L'ONCAD se chargeait de l'exécution des programmes agricoles en mettant en place deux prêts aux paysans (remboursables sur les récoltes), des biens d'équipements pour le transport des produits collectés par les organismes coopératifs ruraux.

Les 4.500 travailleurs de cet organisme ont été licenciés sans indemnité et se sont mis en mouvement. Selon le journal maoïste *Jaay Doole Bi (le prolétaire)* de décembre 1980, la réponse à l'occupation décidée a été sans pitié. Le bilan de l'attaque des forces de police du 17 novembre a fait 70 blessés dont 17 très grièvement. Il y a eu une cinquantaine d'arrestations et 4 travailleurs ont été inculpés.

Les travailleurs luttent pour le reclassement de tous les licenciés et devaient, selon le numéro du 15 février du même journal, se mobiliser pour le procès des 4 qui devaient se tenir le 20 février.

(Suite page 4.)

Solidarité de classe contre la répression

● Réponse à l'OST-Algérie sur les emprisonnés de Blida

Nous avons reçu une lettre de l'OST, organisation algérienne liée à l'OCI, qui nous informe que cette organisation fait circuler dans sa presse l'information sur nos militants et contacts emprisonnés en Algérie. Nous nous félicitons de ce geste de solidarité. Mais l'OST, en cohérence avec sa ligne trotskyste, nous a proposé de faire appel aux « organisations se réclamant de la classe ouvrière et des libertés démocratiques », entendant par là les PS, PCF et les directions syndicales à leur botte. Nous rendons ici publique la réponse que nous lui avons adressée, le 9 avril 1981 :

« Camarades, Nous vous remercions pour avoir fait circuler dans votre presse l'information sur nos camarades et contacts emprisonnés à Blida.

Pour nous, la solidarité avec les victimes de la répression bourgeoise ne doit souffrir d'aucun préalable politique ou idéologique. Elle doit être ouverte à tout militant sentant le besoin d'apporter une solidarité concrète à tous ceux que l'Etat bourgeois a pris en otages. C'est pourquoi nous pensons qu'il est plus correct que cette solidarité concrète soit prise en charge par des organismes ouverts (comme par exemple le « Secours rouge » des années 20), ce qui permet de lui donner la base la plus large et de vaincre aussi la méfiance des travailleurs qui ont des réticences à s'engager avec tel ou tel groupe politique en particulier.

Si nous sommes donc d'accord pour engager avec tous les militants qui en expriment le besoin la mobilisation la plus large pour arracher des griffes de la bourgeoisie algérienne les emprisonnés de Blida, nous ne nous faisons pas contre aucune illusion sur ce que vous appelez « les organisations se réclamant de la classe ouvrière et des libertés démocratiques » et nous ne sommes pas disposés à trahir la confiance des militants qui nous suivent en les engageant sur le terrain miné d'avance de l'appel aux forces démocratiques bourgeoises ou social-impérialistes (PS-PCF et directions syndicales CGT-CFDT-FO).

Libre à toute organisation politique de donner à la solidarité politique contre la répression bourgeoise l'interprétation et le contenu qui correspond à ses positions. Nous

aussi, nous avons à mener notre propre campagne politique. Mais, pour ce qui est de la solidarité concrète envers les militants emprisonnés, nous pensons qu'il est préférable de le faire dans le cadre d'un organisme ouvert à tous les travailleurs et jeunes, sans préalable politique ou idéologique.

Pour cela, nous attirons votre attention sur l'existence de RIPOSTE A LA REPRESENTATION EN ALGERIE (RIPRA, C/O Librairie Parallèles, 47, rue Saint-Honoré, 75001) constitué sur la base de l'adhésion individuelle autour d'objectifs clairs et sans équivoque : popularisation des cas de répression et des luttes contre la répression bourgeoise. Dans ce cadre, RIPRA a lancé dans les limites de ses possibilités une campagne pour la libération de nos camarades emprisonnés à laquelle nos militants participent et à laquelle nous invitons à participer tous ceux qui veulent concrétiser leur solidarité avec les militants emprisonnés en Algérie. Nous sommes évidemment prêts à vous rencontrer pour discuter de cette proposition.

Salutations communistes,
Parti Communiste International.

● Répression coloniale à la Guadeloupe

Depuis plusieurs mois, la répression grandit à la Guadeloupe. En plus des licenciements et des sanctions contre les militants syndicaux, l'armée coloniale sévit : barrages de routes, perquisitions, tout ce qui bouge est soupçonné de terrorisme ! Récemment la répression a fait quatre nouvelles victimes : Jean-Claude Mado, Louis-Alain Gamby, Luc Reinette et Guy Jean-Baptiste, accusés de porter atteinte « à l'intégrité du territoire français ».

Les victimes de l'oppression raciale coloniale doivent trouver l'entière solidarité des prolétaires aux Antilles comme en métropole.

● Pas de trêve pour la répression en France

Au sujet des « frappés pour l'exemple » du Polly Maggoo (voir le n° précédent du journal), on nous demande de préciser que Dominique Guillemot, qui est actuellement en liberté, ne l'est que jusqu'au jugement en appel. Si la peine est confirmée, elle devra rester 7 mois en prison.

La solidarité avec ces jeunes prolétaires

est d'autant plus indispensable qu'un des condamnés, Jean-Marc Niang, est en grève de la faim pour obtenir le statut de prisonnier politique, afin de rester avec son camarade Guttierrez. Adresse des détenus : J.-M. Niang, 104 640 D3 — Julio Guttierrez, 93 550 D2 — 7, avenue des Peupliers, 91705 Fleury-Mérogis. La solidarité financière doit être adressée au Comité de soutien aux emprisonnés, c/o Sans Frontière, 33, rue Saint-Martin, 75010 Paris.

Nous apprenons que lors d'un collage pour appeler à une fête de squatters à Paris, trois colleurs ont été inculpés, après s'être fait tabasser par les flics. Dans l'attente de leur procès qui doit se dérouler le 24 avril, deux de ces squatters sont encore détenus. Il s'agit d'Alain Carpentier, 703 550 1383, 1, av. de la Division-Leclerc, 94261 Fresnes, et Mary Felkin, M.A.F. D4 18337, 9, av. des Peupliers, 91705 Fleury-Mérogis.

Le silence qui entoure les actes de la bourgeoisie ne fait que souligner cruellement l'absence d'une organisation ouverte à tous ceux qui veulent apporter à toutes les victimes de la répression une solidarité qui se placerait au-dessus de toutes les querelles de boutique et dépasserait ainsi les obstacles qui entravent la mise en œuvre de la solidarité de classe. Nous sommes sûrs que les faits eux-mêmes convaincront les prolétaires combattifs de participer à un travail de soutien pas forcément spectaculaire, sans doute ingrat et patient, mais qui est une condition indispensable pour une aide réelle aux détenus.

● En Irlande, on n'oublie pas les prisonniers politiques

Quatre prisonniers républicains des blocs H du camp de Long Kesh sont en grève de la faim, dont un, Bobby Sands (qui vient d'être élu député alors qu'il est en prison), depuis le 1^{er} mars. Déjà, 7 hommes et 3 femmes avaient fait la grève de la faim du 27 octobre au 19 décembre 1980 ; cela faisait déjà près de 3 ans que 500 prisonniers étaient en grève de l'hygiène pour réclamer le statut de prisonnier politique, et notamment : pas d'uniforme carcéral ; pas de travail pénitentiaire ; droit d'association avec les autres prisonniers politiques ; droit d'organiser les activités de leur choix ; une visite, une lettre, un colis par semaine ; rétablissement intégral des remises de peine.

Le 19 décembre, le gouvernement anglais propose un texte qui satisfait à peu près toutes les revendications des prisonniers. Les grévistes de la faim arrêtent leur mouvement alors qu'un des leurs est à deux doigts de la mort. Bien que les prisonniers acceptent une application graduelle du plan de réformes, rien n'est mis en application. Le 27 janvier dernier, ils reprennent la grève de l'hygiène et le soir même, 48 d'entre eux seront tabassés par les matons. Le mouvement regroupe maintenant 400 hommes et 29 femmes à Long Kesh et Armagh.

En Irlande du Nord, il suffit de se rebeller contre l'oppression de l'impérialisme britannique et de la bourgeoisie d'Ulster pour être condamné comme terroriste. Et comment les travailleurs pourraient-ils ne pas lutter contre le véritable état d'exception auquel est soumise la population catholique composée essentiellement de prolétaires, et marquée par la discrimination dans l'embauche, le salaire, le logement, les droits politiques, etc. ?

La répression est continue de la part de l'armée britannique, de la police et des milices loyalistes, surtout depuis qu'en 1969, les travailleurs catholiques, à partir de la revendication des droits civiques, ont repris la lutte contre la domination loyaliste et l'impérialisme britannique. Juillet 1980 : un char de l'armée britannique écrase un enfant ; août : un jeune de 16 ans est abattu alors qu'il écrit des slogans sur une palissade ; quelques jours plus tard, l'armée tire sur une manifestation : 2 morts. Ce sont là quelques exemples récents. L'impérialisme britannique frappe féroce, pas seulement les militants des organisations armées qui continuent leur harcèlement, mais toute la population : massacres, saccages de logements, licenciements, internements sans procès, tortures, assassinats. Des milliers de personnes ont été internées, parfois sur simple présomption de soutenir l'IRA, après de prétendus aveux arrachés par les tortionnaires. Dans les prisons, les détenus sont victimes de brimades, de passages à tabac incessants.

Malgré le terrible isolement international dans lequel se trouve la minorité catholique en Ulster, isolement entretenu par les directions syndicales et politiques officielles britanniques qui nient toute oppression impérialiste, les travailleurs, essentiellement à

(Suite page 4.)

SENEGAL

Les prolétaires français doivent savoir que derrière l'Etat sénégalais, il y a l'impérialisme français, vrai maître et gendarme du pays, dont la ruine totale pousse les travailleurs à une forte émigration vers la métropole.

Ils doivent rester sourds aux appels chauvins des partis soi-disant « ouvriers » qui réclament la fermeture des frontières et qui, comme le PCF, font une démagogie ignoble sur la revendication de la prise en charge

sociale des immigrés par leur pays d'origine quand ces travailleurs sont soumis aux mêmes prélèvements que les autres sur les salaires mais ne reçoivent pas les allocations familiales auxquelles ils ont droit!

Ils doivent marquer leur entière solidarité avec les luttes des travailleurs sénégalais, maliens et de tous les autres pays d'Afrique victimes de l'impérialisme français, victimes ici comme là-bas de la même bourgeoisie, du même ennemi, l'ennemi commun!

(Suite de la page 3)

IRLANDE

(Suite de la page 3)

Derry et Belfast, ont déclaré la grève et sont descendus dans la rue en novembre et décembre dernier pour soutenir les grévistes de la faim. Les manifestations se sont changées en affrontements avec les forces de l'ordre, car la bourgeoisie réprime. Contrairement aux protestations larmoyantes, ces mouvements de colère du prolétariat décidé à libérer ses camarades sont dangereux car ils renforcent l'unité de la classe et sa détermination.

Par leur combativité exemplaire, les travailleurs irlandais montrent la voie par laquelle doit s'exprimer la solidarité internationale : celle de la solidarité de classe par la pression directe sur la bourgeoisie.

Voilà la vraie réponse, qui tranche avec les bélemens démocratiques des humanistes de tout poil, catholiques en tête, qui trompent les travailleurs en essayant de faire rougir cette vieille putain d'Angleterre qui « devrait avoir honte de tacher ainsi ses traditions »!...

EMEUTES A LONDRES

(Suite de la page 1)

La bourgeoisie crie au « complot », comme si la classe ouvrière ne souffrait pas assez du capitalisme pour se révolter contre lui! « Complot », parce que les manifestants ont utilisé des cocktails Molotov et des bombes à pétrole! Mais un responsable de la police n'en a pas moins déclaré : « Si la foule avait été organisée nous aurions été submergés »!

La classe laborieuse est vraiment une classe dangereuse! La révolte prolétarienne fait peur à la bourgeoisie. Mais celle-ci tremblera encore plus lorsqu'à l'explosion spontanée de révolte aura succédé la lutte organisée, dans laquelle la force gigantesque de la classe ouvrière possède en elle-même sera utilisée pour les buts révolutionnaires.

Réunions publiques

• A GRENOBLE

Le jeudi 23 avril, à 20 h 30,
Maison des Associations,
rue Berthe-de-Boissieux

• A VALENCE

Le mardi 21 avril, à 20 h 30,
Salle des Fêtes de Valence,
rue Farnerie

• A ANGERS

Le samedi 25 avril, à 20 h 30,
salle des Cours municipaux,
place Saint-Eloi

contre la farce électorale
pour la lutte de classe
pour la révolution

En Espagne, le militarisme

(suite de la page 1)

viennne une révolte sociale, qu'elle ne s'engouffre dans la moindre faille dans sa domination totalitaire.

Reste que Batasuna représente une force bourgeoise, un nationalisme « radical » qui ne propose qu'une réforme constitutionnelle et refuse explicitement toute voie révolutionnaire; c'est dire à quel niveau le prolétariat devra s'affronter à la mobilisation la plus décidée de tout l'arc démocratique dans sa lutte pour ses intérêts de classe sous sa propre direction.

Les faits n'ont fait que confirmer ce que nous écrivions en septembre 79 : « L'Etat bourgeois mobilise aujourd'hui la démocratie pour paralyser la classe ouvrière et empêcher sa préparation révolutionnaire [...]. La démocratie est aujourd'hui l'ennemi le plus direct du mouvement ouvrier. L'heure du danger fasciste viendra quand la social-démocratie n'arrivera plus à assurer la coexistence du prolétariat et de l'Etat. Alors la bourgeoisie disposera de la combinaison de trois formes différentes mais convergentes pour écraser le péril révolutionnaire : la démocratie blindée, la militarisation ouverte et la réaction fasciste » (2).

L'offensive militaro-démocratique au Pays basque est le premier pas d'une militarisation généralisée du pays entier, qui devra se développer au fur et à mesure que la démocratie se verra de plus en plus incapable de contenir les révoltes prolétariennes (3). Il ne s'agit pas seulement d'un problème espagnol mais international : sur la lutte du prolétariat polonais pèse la menace d'une intervention directe des armées du pacte de Varsovie.

Riposter à cette offensive qui ne fait que s'accroître au Pays basque est une nécessité impérieuse pour l'ensemble du prolétariat du pays pour faire obstacle à son avance dans le reste du pays, desserrer l'étreinte de ce cercle de fer sur les masses travailleuses du Pays basque et forger dans la lutte commune l'unité de la classe ouvrière en Espagne.

La bourgeoisie attaque sur tous les terrains : elle jette des millions de travailleurs au chômage, augmente les cadences infernales de travail, rogne les salaires déjà maigres et essaye de terroriser les travailleurs par des mesures policières et militaires. Le prolétariat doit lutter pour la défense de ses conditions de vie et de travail et c'est sur le terrain de cette lutte qu'il doit trouver la capacité d'organisation et de mobilisation pour répondre à la violence bourgeoise.

La classe ouvrière ne peut compter que sur ses propres forces, sur sa capacité d'organisation et d'autodéfense, contre toutes

les forces et articulations de l'Etat et de la démocratie. Le capitalisme lui-même crée les bases d'une lutte la plus large et la plus unitaire du prolétariat, par dessus les limites de nationalités et de catégories. Il faut donc tisser des liens étroits entre les avant-gardes de la classe pour forger un front prolétarien de lutte, mener fermement un travail antimilitariste pour des organisations prolétariennes d'auto-défense armée et pour le défaitisme au sein de l'armée. Mais il faut un réel mouvement révolutionnaire pour paralyser l'armée bourgeoise, casser la discipline terroriste, et unir les prolétaires sous l'uniforme à leurs frères de classe. Dans cette guerre civile de plus en plus ouverte où elle affronte le parti unique de la bourgeoisie, la classe ouvrière a besoin d'un état-major, de son parti unique, capable de centraliser ses énergies.

Prolétaires, la bourgeoisie montre elle-même le terrain de la guerre sociale : celui de la force, de la violence, de la centralisation! Il faut rattraper le temps et le terrain perdu en vaines illusions de réformer l'Etat bourgeois et rompre avec la démocratie, ses partis « ouvriers » bourgeois et les bureaucraties syndicales à leur botte pour renforcer notre capacité de lutte et notre préparation révolutionnaire!

(2) Voir El comunista n° 26 sept. 79.

(3) Voir la grève des hôpitaux de Madrid en février-mars 79, El comunista n° 23.

Lisez et diffusez

Programme
communiste

el comunista

el-oumami

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 12, rue du Pont,
1003 LAUSANNELe prolétaire
De proletariër

Suppl. BELGIQUE/PAYS-BAS

N° 13 - mars 1981

• En Français : Passons à la lutte de classe ouverte! — La lutte contre les licenciements — Le PTB et les nationalisations — Vitry et le PCB — Démocratiser l'armée — Le CCI et les immigrés — British Leyland — Vie du Parti.

• En Néerlandais : Le CPN face à l'austérité — Le crochet : une « fausse note » nationaliste? — Le CPN et le racisme — Tract sur le chômage — Ce qu'est et ce que veut le PCI — Belgique : Passons à la lutte de classe ouverte!

Vie du Parti

● Le manifeste international
du parti est disponible(suite du numéro précédent)
PUBLICATION ET DIFFUSION

a) Il est clair que la nature du document exige pour le parti un effort de large diffusion internationale, c'est-à-dire de publication dans un maximum de langues. Des engagements de publication sont déjà pris pour les éditions en arabe, espagnol, français et italien. La traduction est déjà prévue en allemand, en anglais, en grec, en néerlandais, en persan, en portugais, en suédois et en turc, sans que le calendrier de publication puisse encore être fixé avec précision.

b) Parce qu'il présente de façon synthétique les positions caractéristiques du parti vis-à-vis des problèmes de la crise de la société bourgeoise et de la perspective révolutionnaire, les différents points qu'il touche devront être systématiquement illustrés et, s'il le faut, complétés dans la presse du parti et dans des brochures de propagande spéciales. Cela est indispensable en particulier pour les divers chapitres de caractère programmatique ou pour les orientations d'action. Le parti commencera ainsi à se doter d'un matériel de propagande vraiment efficace et vivant, rendu de plus en plus nécessaire par l'évolution de la situation internationale et les besoins de sa propre activité.

UTILISATION POUR LE PROSELYTISME
ET POUR LA VIE INTERNE DU PARTI

Parce qu'il rassemble en une seule brochure les indications générales du parti sur la situation historique, les tâches de la révolution, les bases constitutives du parti et ses tâches, ce Manifeste devrait servir, pour l'ensemble des sections nationales du parti, d'instrument de prosélytisme.

Directeur-gérant SARO
Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charanton - 75012 PARIS
Distribué par les NMPP
No d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926

a) Naturellement, il ne saurait suffire pour connaître toutes les positions du parti et surtout pour répondre à toutes les interrogations des sympathisants, à plus forte raison pour trancher ou approfondir les questions posées par tel ou tel camarade ayant telle ou telle tradition politique ou telle ou telle expérience de lutte. Il n'aborde pas en effet — ce n'est pas son but — les questions de la tactique et de l'organisation révolutionnaire, des méthodes de travail, du militantisme, etc., qui sont également des points qu'il faut absolument toucher avec les sympathisants. Mais, tel quel, il peut servir de premier texte servant de base de discussion individuelle ou en groupe pour les camarades qui s'approchent du parti.

b) Il est utile que les sections consacrent des réunions à la présentation de ce Manifeste. D'abord pour que les camarades soient armés pour le diffuser et l'expliquer; d'autre part, pour travailler plus à fond les chapitres qui touchent à des points sur lesquels nous avons peu insisté ces dernières années, aussi bien dans notre propagande que dans notre vie interne de parti, par exemple les grands objectifs de la transformation communiste, ou les indications d'agitation et d'action politique. Enfin, pour compléter une exposition de nos positions qui se voulait et devait être vulgarisatrice et synthétique.

c) Comme tous les textes destinés à présenter de façon simple et plus vivante les principes, le programme et les orientations d'action du parti, ce manifeste ne prétend pas être un « texte sacré ». Certes nos principes et notre programme sont intangibles, mais leur formulation et leur présentation ne sauraient être considérées comme définitives ou proclamées efficaces a priori. Cela vaut aussi pour nos orientations de travail, d'autant que nous manquons collectivement, pour des raisons historiques bien connues, de l'expérience nécessaire dans un domaine où elle doit résulter de manifestations à une échelle moins étroite et moins épisodique de la reprise générale de la lutte de classe.

Il est donc important que cette première tentative faite pour affronter et résoudre le difficile problème d'une littérature de propagande et de prosélytisme adaptée à ses buts

généraux et particuliers soit accueillie par les camarades comme un instrument de travail vital. Mais cela ne serait pas suffisant. Il faut aussi prendre ce manifeste comme un matériel à travailler collectivement pour affiner nos armes de bataille en fonction des exigences mises en lumière au cours de sa diffusion et de sa présentation, et des réactions internes et externes qu'il aura provoquées, et que les sections et camarades isolés auront bien soin de transmettre au centre.

C'est aussi de ce point de vue que nous attendons de tout le parti un engagement vraiment militant.

De la crise
de la société
bourgeoise
à la révolution
communiste(Manifeste du parti communiste
international - 1981).Série le prolétaire. 76 pages
prix : 6 F. Commandes au journal.SOUSCRIPTION PERMANENTE
LISTE N° 7

Souscription internationale : 1.110 F;
Angers : 161 F; Bordeaux : 13 F; Lille :
64,50 F; Lyon : 47,50 F; Laval : 748 F;
Rouen : 1.250 F; Strasbourg : 216 F;
Toulouse : 230 F; Toulon : 100 F; Wanda
et Anita : 50 F; Touristes marseillais :
10 F; David, photocopies : 50 F.

« Solidarité Algérie » : Angers : 700 F,
Avignon : 306,50 F, Lille : 106 F, Foyer
Sonacotra de Saint-Ciers : 30 F, Stras-
bourg : 650 F, Toulon : 100 F, Toulouse :
320 F, Valence : 754,50 F, Barbieri : 50 F,
Au meeting Saint-Denis : 16 F.

Total 7.083 F
Total précédent 39.178 F
Total général 46.261 F

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, de
19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place
Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : vente le 2^e samedi
du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant
le Palais de Justice.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à
12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du boulevard
des Lices tous les samedis, de 11 h à 12 h.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie,
tous les samedis de 11 h à 12 h.

• A Besançon : vente le 1^{er} dimanche de chaque
mois, de 10 h 30 à 11 h 30, devant le Suma de
Planoise, avenue de Franche-Comté.

• A Caen : vente au marché Saint-Pierre de
10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième
dimanche de chaque mois.

• Grenoble : vente au marché Saint-Bruno, de
10 h 30 à 11 h 30, dimanche tous les quinze
jours, soit les 19 avril, 3, 17 et 31 mai, etc.

• Au Havre : vente au marché d'Harfleur le 1^{er}
et le 3^e dimanche de chaque mois.

• Au Mans : vente sur le marché de Pontlieu,
le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à
11 h 30.

• A Laval : vente sur le marché de la Cathédrale
le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

• A Lille : tous les mercredis de 18 h à
19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : 17, rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans
la cour, 2^e porte à gauche, de 14 h à 16 h, les
samedis 25 avril, 2, 16 et 30 mai, etc.

• A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque
mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le sa-
medi, de 15 h à 18 h, et le mercredi de 18 h 30
à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour
à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30
à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente au marché (face à la
poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque
mois.

• A Strasbourg : vente au marché de Neudorf,
place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e
samedi du mois.

• A Toulon : vente au marché du cours L.-Blanc
à la Seyne-sur-Mer, dimanche tous les quinze
jours, soit les 26 avril, 10 et 24 mai, etc.

• A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin,
dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h,
soit les 26 avril, 10 et 24 mai, etc.

• A Valence : vente le dimanche tous les quinze
jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bour-
gès-Valence, place de la Liberté, soit les
26 avril, 10 et 24 mai, etc.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 h à 12 h,
12, rue du Pont, atelier au Rez sup.